

Covid-19 : Pfizer reste discret sur les contrats des vaccins, les eurodéputés insistent



[Source : euractiv.fr]

Par Clara Bauer-Babef

[Illustration : Tous les groupes politiques au Parlement européens exigent que les contrats d'achat des vaccins Pfizer soient connus de tous. (myboys.me/Shutterstock)]

Face aux questions, nombreuses, des eurodéputés, Pfizer s'est montré évasif lundi (10 octobre) concernant les contrats d'achat de vaccins et les textos échangés entre le laboratoire et Ursula von der Leyen. De quoi faire monter la tension d'un cran.

La commission spéciale du Parlement européen sur la Covid, aussi appelée commission COVI, a auditionné lundi plusieurs laboratoires pharmaceutiques, dont Pfizer, sur leur rôle dans la gestion de la pandémie.

Première déception pour les eurodéputés : le PDG de Pfizer Albert Bourla, qui devait initialement être là pour répondre à leurs questions, ne s'est pas présenté. Il a été remplacé par Janine Small, présidente des marchés internationaux développés chez Pfizer.

Face aux protestations des députés présents dans la salle, Mme Small s'est dite « *désolée* » de l'absence de M. Bourla, et a assuré qu'elle était la « *mieux placée* » pour répondre à leurs interrogations.

« *Je pense qu'il n'est volontairement pas venu, car il n'avait pas envie d'affronter les polémiques* », a déclaré l'eurodéputée française, et membre de COVI, Véronique Trillet-Lenoir à EURACTIV France.

Les polémiques, justement, Mme Small a dû y faire face, à commencer par l'opacité des contrats d'achat des vaccins Pfizer-BioNTech contre la Covid.

Tous les groupes politiques au Parlement européen exigent que les contrats soient connus de tous.

Pfizer fait preuve « *d'une grande transparence* », tous les contrats

sont « *disponibles pour les eurodéputés* », a assuré Mme Small.

Disponibles oui, mais certaines parties sont caviardées. Autrement dit, illisibles.

« *Nous n'avons jamais réussi à connaître les sites de production, jamais réussi à avoir des calendriers de livraison* », a précisé Mme Trillet-Lenoir à EURACTIV.

Mme Small a indiqué que les informations étaient « *confidentielles* » pour des raisons de « *concurrence* ».

« *Vous devez le prendre en compte* », a-t-elle déclaré aux eurodéputés.

« *Si les sites de production sont basés en Inde, cela pose des questions quant au droit du travail, à la sécurité d'acheminement, à la qualité des produits, ou encore le respect de l'environnement* », a souligné Mme Trillet-Lenoir.

L'affaire des SMS

Plusieurs eurodéputés comme Sara Cerdas (S&D) ou Michèle Rivasi (ALD/Les Verts), ont ensuite demandé des explications sur l'affaire des SMS échangés entre la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et Albert Bourla.

L'affaire concerne des SMS envoyés alors que l'UE était en train de conclure les contrats pour acheter les vaccins contre la Covid-19. Au même moment, éclatait un conflit avec AstraZeneca, le rival de Pfizer.

Lorsqu'un journaliste allemand a demandé à voir les SMS, la Commission a répondu qu'elle ne les avait pas. Depuis, les eurodéputés exigent de connaître le contenu de ces messages, qui n'ont toujours pas pu être retrouvés.

Mme Small a assuré aux députés qu'aucun contrat n'avait été négocié par SMS.

« *Chacun comprend que pendant la pandémie nous avons tous télétravaillé* », a-t-elle dit, ajoutant que le PDG de Pfizer avait donné son numéro à de multiples reprises durant cette période pour « *échanger à travers le monde* ».

En juillet dernier, la médiatrice européenne Emily O'Reilly a sévèrement critiqué la Commission européenne et a qualifié de « *mauvaise gestion administrative* » l'affaire des SMS.

« *Il n'est pas possible de mener ces négociations par SMS* », tant ils sont « *complexes* », s'est défendue Mme Small, avant de conclure : « *le*

contrat a suivi la procédure habituelle ».

Mais selon Mme Trillet-Lenoir, même si Pfizer a sauvé des millions de vie, le laboratoire doit répondre à des questions légitimes.

C'est pourquoi la présidente de la commission COVI a décidé de renvoyer une invitation à Albert Bourla. Viendra-t-il ? Affaire à suivre.